

Acheteur Public
Office National des Combattants et des Victimes de Guerre
Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
CS 70780
75700 PARIS CEDEX 07

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**MAINTENANCE ET FOURNITURE DE MATERIEL
CONCOURANT À LA SÉCURITÉ INCENDIE**

3 LOTS

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P. commun à l'ensemble des lots

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 : Généralités	4
1.1. <i>Caractéristiques principales du marché</i>	<i>4</i>
1.1.1. Objet des marchés	4
1.1.2. Organisation de l'achat	4
1.1.3. Technique d'achat	4
1.1.4. Mise en œuvre des marchés	5
1.2. <i>Intervenants.....</i>	<i>7</i>
1.2.1. Acheteur	7
1.2.2. Titulaire.....	7
1.3. <i>Pièces constitutives des marchés.....</i>	<i>7</i>
1.3.1. Pièces contractuelles	7
1.3.2. Pièces indicatives	8
1.4. <i>Obligations générales d'exécution.....</i>	<i>8</i>
1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD.....	8
1.4.2. Protection de l'environnement, sécurité et santé	8
1.4.3. Assurances	8
1.4.4. Documentation à fournir en cours d'exécution	8
1.4.5. Confidentialité.....	9
Article 2 : Prix et règlement	9
2.1. <i>Prix du marché</i>	<i>9</i>
2.1.1. Caractéristiques des prix	9
2.1.2. Contenu des prix	10
2.1.3. Contenu des prix de la maintenance	10
2.1.4. Variation des prix.....	10
2.2. <i>Modalités de règlement</i>	<i>11</i>
2.2.1. Avance	11
2.2.2. Garanties financières (le cas échéant)	11
2.2.3. Répartition des paiements	11
2.2.4. Acomptes	12
2.2.5. Paiement de la redevance annuelle de maintenance	12
2.2.6. Paiement des autres prestations de maintenance	12
2.2.7. Demande de paiement.....	12
2.2.8. Mode de règlement.....	13
Article 3 : Délais – Pénalités – Primes	13
3.1. <i>Délais</i>	<i>13</i>
3.1.1. Délais d'exécution.....	13
3.1.2. Prolongation des délais	14
3.2. <i>Pénalités</i>	<i>14</i>
3.2.1. Pénalités pour retard.....	14
3.2.2. Pénalités d'indisponibilité	14
3.2.3. Autres pénalités	15
3.2.4. Recouvrement des pénalités	15
Article 4 : Exécution des prestations	15
4.1. <i>Responsabilités sociales et environnementales</i>	<i>15</i>
4.1.1. Clause sociale sur l'insertion des personnes éloignées de l'emploi.....	16
4.1.2. Clause environnementale	16

4.2.	<i>Lieux d'exécution de prestations</i>	16
4.3.	<i>Documentation</i>	16
4.4.	<i>Rapports / Rapports d'exploitation</i>	17
4.5.	<i>Modifications du contrat</i>	17
Article 5 : Constatations de l'exécution des prestations – Garanties – Maintenance ..		17
5.1.	<i>Constatations</i>	17
5.1.1.	<i>Opérations de vérification</i>	17
5.1.2.	<i>Décisions après vérification</i>	17
5.2.	<i>Transfert de propriété</i>	18
5.3.	<i>Conditions d'exécution de la maintenance</i>	18
5.4.	<i>Garantie</i>	18
Article 6 : Résiliation.....		18
6.1.	<i>Résiliation</i>	18
6.2.	<i>Exécution aux frais et risques</i>	19
Article 7 : Différends		19
Article 8 : Clauses complémentaires.....		19
Article 9 : Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.		19

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Article 1 : Généralités

Le présent marché est passé en application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur à la date du lancement de la consultation afférente.

1.1. Caractéristiques principales du marché

1.1.1. Objet des marchés

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernent la maintenance et la fourniture de matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie au sein des sites et bâtiments relevant de Office national des combattants et des victimes de guerre (ONACVG).

1.1.2. Organisation de l'achat

1.1.2.1. Allotissement

L'accord-cadre est décomposé en 3 lots.

LOT	Désignation du lot	Régions
LOT 1	Nord-Ouest / IDF	Ile-de-France, Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Centre – Val de Loire
LOT 2	Nord-Est	Hauts-de-France, Grand Est
LOT 3	Centre / Sud / Corse	Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse

1.1.3. Technique d'achat

Les marchés prennent la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Ils sont exécutés par l'émission de bons de commande et de marchés subséquents, passés en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les accords-cadres sont conclus sans montant minimum et avec un montant maximum tels que définis ci-dessous par lot, sur toute la durée du contrat :

N° du lot	Montant minimum sur toute la durée du marché € HT	Montant maximum sur toute la durée du marché € HT
1	Sans minimum	100 000.00 € HT
2		100 000.00 € HT
3		100 000.00 € HT

Le montant maximum correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'établissement à concurrence de ce montant.

Ces montants seront identiques en cas de reconduction des accords-cadres.

1.1.3.1. Durée initiale

Chaque marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification.

1.1.3.2. Reconduction

Chaque accord-cadre peut être reconduit tacitement 3 fois une année, soit pour une durée maximale de 4 ans.

Sauf décision de non reconduction notifiée au titulaire **3 mois** avant l'échéance du marché, le marché sera reconduit tacitement dans les limites du nombre de reconductions maximum.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

En tout état de cause la date d'échéance des marchés sera similaire pour l'ensemble des lots, et sera déterminée à partir de la date du 1er marché qui sera notifié.

1.1.4. Mise en œuvre des marchés

1.1.4.1. Modalités de communication

Les parties au marché communiqueront entre elles :

- directement au titulaire contre récépissé daté et signé,
- par lettre recommandée avec accusé de réception postale,
- via le profil acheteur et dans les conditions fixées à l'article 3.1.2 du CCAG –FCS,
- par courrier électronique avec accusé de réception. Dans le cas où cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, celui-ci sera invité à accuser réception pour valoir notification. À défaut d'accusé de réception, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi du courrier électronique.

À cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse de courrier électronique valide.

1.1.4.2. Bons de commande

Chaque accord-cadre est mis en œuvre par l'émission de bons de commande datés.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à l'acheteur.

Un bon de commande pourra être émis jusqu'au dernier jour de validité de la dernière période de l'accord-cadre. Toutefois, la dernière prestation ne pourra être exécutée que dans un délai maximum de 3 mois après la période de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commandes peuvent être établis soit :

- sur la base des prix du Bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement,
- sur la base d'un marché subséquent, formalisé par un devis pour toute prestation non prévues au BPU. Les modalités d'exécution des devis sont telles que définies au 1.1.4.3.

1.1.4.3. Devis

A/ Besoin de l'acheteur

À la survenance d'un besoin spécifique qui ne peut être couvert par les articles prévus au BPU, l'ONACVG définit les spécificités minimales des matériels et prestations, objets du besoin (tel que le Dossier d'identité du système de sécurité incendie).

L'acheteur adresse sa demande au titulaire par courrier électronique, comprenant le lieu de livraison.

B/ Devis

Sur la base de la demande, le titulaire émet un devis répondant à la demande et permettant une comparaison technique et financière.

Les devis émis par le titulaire comportent au minimum les informations suivantes :

- numéro d'ordre
- le nom et les coordonnées de l'ONACVG,
- le nom de l'acheteur,
- le numéro du marché,
- la description détaillée du livrable demandé,
- la quantité demandée,
- le montant HT par matériel,
- les frais de livraison ou livraison et installation, en € HT relatifs à ce devis,
- le montant total en HT de la demande et son montant en TTC.
- Les délais de transmission des devis

Ils sont édités au format PDF et envoyés par courrier électronique à l'acheteur.

Ils sont accompagnés des fiches techniques. Ils précisent, le cas échéant, les accessoires disponibles pour les matériels demandés et toute information utile à l'acheteur.

Les délais de production du devis sont ceux précisés à l'article 4.1.1.

Dans le cas où le devis ne conviendrait pas à l'acheteur, le titulaire produira un nouveau devis tenant compte de ses remarques. Le titulaire dispose du même délai pour la production de ce nouveau devis que celui défini à l'article 4.1.1 pour le devis initial.

La durée de validité des devis est de minimum quatre (4) semaines.

C/ Réalisation d'un bon de commande

Après acceptation du devis, l'ONaCVG passe un bon de commande dans les mêmes conditions qu'à l'article 1.1.4.2.

La demande de devis n'entraîne pas forcément la passation d'un bon de commande.

1.2. Intervenants

1.2.1. Acheteur

Les coordonnées des interlocuteurs de l'ONaCVG seront communiquées aux titulaires à la notification du marché.

1.2.2. Titulaire

1.2.2.1. Représentant du titulaire / changement de représentant

Par dérogation à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-F.C.S, le ou les personnes physiques habilitées à représenter le titulaire ont été désignées au mémoire justificatif de l'offre.

1.2.2.2. Modification affectant le titulaire

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

1.2.2.3. Conditions relatives au groupement

En cas de groupement, aucune forme n'est imposée par l'ONaCVG.

1.2.2.4. Conditions relatives à la sous-traitance

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance à condition de l'avoir déclarée et avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

En précision à l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S, le titulaire dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours pour communiquer les coordonnées de la personne habilitée à représenter le sous-traitant.

1.3. Pièces constitutives des marchés

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les pièces constitutives des accords-cadres sont les suivantes par ordre de priorité :

1.3.1. Pièces contractuelles

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, propre à chaque lot ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés ;
- Le mémoire justificatif de l'offre (M.J.O.) propre à chaque lot ;
- Les actes de sous-traitance
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JO du 1^{er} avril 2021 et entré en vigueur le 1^{er} avril 2021.

1.3.2. Pièces indicatives

- Le détail quantitatif estimatif, propre à chaque lot
- La liste des sites et de leurs différents équipements

1.4. Obligations générales d'exécution

1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (dite "loi informatique et libertés") dans sa dernière version en vigueur, modifiée notamment par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et transposant en droit français le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Le cas échéant, avant la mise en œuvre par le titulaire, pour le compte de l'acheteur, d'un traitement comportant des données à caractère personnel, un avenant doit être conclu au présent marché pour définir à minima les obligations des parties et les conditions relatives au traitement.

1.4.2. Protection de l'environnement, sécurité et santé

En application R4511-1 à R4515-11, R4512-1 à R4512-16 et R4515-4 à R4515-11 du Code du travail, avant le commencement des prestations, le titulaire participe, avec le responsable du site concerné en liaison avec l'assistant et/ou le conseiller de prévention de l'acheteur, à la réalisation de l'inspection commune préalable, à l'établissement d'un plan de prévention et/ou d'un protocole de sécurité.

L'ensemble des déchets devra être traité conformément à la réglementation en vigueur.

1.4.3. Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-F.C.S., dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution, le titulaire unique ou le mandataire et les membres du groupement doivent justifier au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, qu'ils sont titulaires d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette/ces attestation(s) en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les modalités d'assurances sont définies dans les marchés spécifiques.

1.4.4. Documentation à fournir en cours d'exécution

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire, ou chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, chacun des sous-traitants, devra produire, TOUS LES 6 MOIS, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents ci-après.

En cas de retard dans la production de ces documents le titulaire est passible des pénalités de retard prévues à l'article [3.2.1.1](#) infra.

En cas d'inexactitude ou de non production de ces documents, le marché pourra être résilié.

Documents fiscaux et sociaux :

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) en France, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique, et notamment : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et sociales,
- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) à l'étranger, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique.

Liste nominative des salariés étrangers :

Conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

1.4.5. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Article 2 : Prix et règlement

2.1. Prix du marché

2.1.1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées :

- Par l'émission de bons de commande, selon les dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique,
- Par la conclusion de marchés subséquents, selon les dispositions des articles R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la commande publique pour les prestations non prévues au BPU,

- Par application des tarifs publics issus du catalogue après remise (pourcentage renseigné par le candidat à l'AE) qui sera actualisé dans la limite d'un changement de tarifs du titulaire une fois par année civile et notifiée,
- Par application des tarifs issus d'offres promotionnelles acceptées préalablement par l'acheteur.

2.1.2. Contenu des prix

Les prix comprennent l'ensemble des charges et frais énumérés à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées ou fournitures livrées dans les conditions prévues au(x) cahier(s) des charges.

2.1.3. Contenu des prix de la maintenance

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le descriptif des prestations rémunérées par ce prix figure à l'article 2 du C.C.T.P.

Interventions non comprises dans le prix de la maintenance :

Les interventions complémentaires, non prévues dans le cadre de la maintenance régulière des équipements, mais néanmoins nécessaires à leur bon fonctionnement, feront l'objet d'un bon de commande établi sur la base des prix unitaires du bordereau des prix et du catalogue du titulaire pour la fourniture des pièces, auquel s'appliquera le taux de remise consenti par le titulaire dans l'Acte d'Engagement.

2.1.4. Variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 , rappelé à l'acte d'engagement, par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prix du marché sont révisables.

La révision se fera tous les ans à la date anniversaire de la notification du marché à compter de l'année $N+1$.

Le coefficient de révision des prix est obtenu par l'application de la formule suivante :

Tous les lots	Formule	Indices/Index
Tous les prix	$C = 0.15 + 0.85 (A / A_0)$	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.20 – Services de systèmes de sécurité https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766603

A = valeur de l'indice retenu 3 mois avant le mois de révision,

A₀ = valeur de ce même indice au mois M₀

Le coefficient est arrondi au 1/1000 supérieur.

Si la valeur définitive d'un indice n'est pas publiée au moment du calcul du coefficient de révision, il sera fait usage de la dernière valeur connue de l'indice ou index.

Si les indices de référence utilisés ci-dessus cessaient d'être publiés, ils seraient remplacés de plein droit par ceux qui s'y substitueraient, en appliquant les coefficients de raccordement établis à cet effet.

2.2. Modalités de règlement

2.2.1. Avance

Il ne sera pas versé d'avance, le marché ne remplissant pas les conditions fixées à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique.

2.2.2. Garanties financières (le cas échéant)

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

2.2.3. Répartition des paiements

2.2.3.1. *En cas de groupement*

Conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Il est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, les entreprises cotraitantes peuvent demander à l'article 4 de l'acte d'engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

2.2.3.2. *En cas de sous-traitance*

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, doit déposer sa demande de paiement qui est soumise à validation du titulaire. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus. Passé ce délai la demande de paiement sera adressée automatiquement à l'acheteur.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang doit fournir une caution personnelle et solidaire. L'acheteur ne signera pas de subrogation de paiement.

2.2.4. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à 1 mois.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

2.2.5. Paiement de la redevance annuelle de maintenance

Les prestations de maintenance annuelle seront réglées via un bon de commande.

2.2.6. Paiement des autres prestations de maintenance

Pour ces interventions, il sera établi une demande de paiement par intervention dans un délai de 30 jours après admission de la prestation.

2.2.7. Demande de paiement

2.2.7.1. Contenu de la demande de paiement

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est **obligatoirement** :

ONaCVG/Agence Comptable (SFACT)

Hôtel National des Invalides

129 rue de Grenelle - Escalier B

75700 PARIS CEDEX 07

Courriel sfact@onacvg.fr

2.2.7.2. Calcul de la demande de paiement

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire.

2.2.7.3. Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes de paiement sont adressées **uniquement par voie dématérialisée** par la passerelle **CHORUS PRO**, en utilisant le cadre de facturation A1 et en renseignant le **code**

SIRET de l'ONaCVG 180 007 015 00019 ainsi que le **N° d'engagement (EJ)** fourni dans le bon de commande considéré.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires doivent ajouter l'espace « factures à valider » à leur « structure » dans Chorus Pro.

Le sous-traitant choisit le cadre de facturation A9, renseigne le code SIRET de l'ONaCVG et le numéro d'EJ comme indiqué ci-dessus, et complète également le numéro de SIRET du titulaire.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A12, renseigne le code SIRET de l'ONaCVG et le numéro d'EJ comme indiqué ci-dessus, et complète également le numéro de SIRET du mandataire.

2.2.7.4. Acceptation de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

L'acheteur arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

2.2.7.5. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Dès l'admission de la prestation, le titulaire adresse à l'acheteur sa demande de paiement.

2.2.8. Mode de règlement

2.2.8.1. Délai de paiement

Le délai de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R. 2192-17 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle la conformité des prestations aux stipulations contractuelles est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

2.2.8.2. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Il est fait application des articles R. 2192-31 à D. 2192-36 du Code de la commande publique.

Article 3 : Délais – Pénalités – Primes

3.1. Délais

3.1.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution du bon de commande ou du marché subséquent part de la date de sa notification sauf si une date différente est prévue. Le délai maximum d'exécution pour la maintenance corrective est celui indiqué par le prestataire au BPU. Ce dernier ne pourra dépasser les 20 jours maximum à compter de l'émission du bon de commande.

3.1.2. Prolongation des délais

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

3.2. Pénalités

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait de son paiement.

3.2.1. Pénalités pour retard

3.2.1.1. Montant des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités suivantes s'appliquent :

Délai concerné	Délai concerné Montant
Délai d'exécution ou de livraison d'une prestation	50,00 € HT par jour calendaire de retard
Délai global d'exécution du bon de commande	50,00 € HT par jour calendaire de retard
Délai de proposition d'intervention chiffrée	20,00 € HT par jour calendaire de retard
Délai d'intervention urgente	150,00 € HT par jour calendaire de retard

En cas de retard dans la remise de tout document prévu au marché ou information administrative (devis, transmission de nouveaux tarifs sur catalogue, assurance, déclaration de sous-traitant, pièces exigées par le code du travail, désignation des représentants, remise du nom et des coordonnées du délégué à la protection des données du titulaire, modification affectant le titulaire, etc.) une pénalité forfaitaire fixée à **20 € par jour ouvré de retard** et par document ou information pourra être appliquée.

Les pénalités pour retard commencent à courir dès que le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le montant est calculé par heure indivisible, toute heure commencée comptant pour 1 heure.

3.2.1.2. Exonération des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité de retard.

3.2.1.3. Condition d'application des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S. l'acheteur peut appliquer les pénalités de retard sans préalablement inviter le titulaire à présenter ses observations.

3.2.2. Pénalités d'indisponibilité

Les pénalités pour indisponibilité prévues à l'article 14.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

Dans le cas où l'indisponibilité est constatée pendant trente (30) jours consécutifs, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

3.2.3. Autres pénalités

3.2.3.1. Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En application de l'article 16.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect de ses obligations environnementales, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € par manquement constaté.

3.2.3.2. Absence aux réunions

Une pénalité forfaitaire de 50 € sera appliquée.

3.2.3.3. En matière de lutte contre le travail dissimulé

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3.2.3.4. En matière de lutte contre la sous-traitance occulte

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1 500 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3.2.3.5. Absence de destruction des données à caractère personnel

En cas du non-respect de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire des données à caractère personnel relatives au présent marché (cf. article 1.4.2 supra) au plus tard quatre (4) mois après la date de fin de la dernière période d'exécution, le titulaire encourt une pénalité de 500 €. Il est expressément convenu que la présente pénalité a uniquement un caractère moratoire.

3.2.4. Recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités sera calculé et prélevé par précompte sur les acomptes ou par émission d'un ordre de recouvrer lorsque le reliquat du marché est insuffisant.

Article 4 : Exécution des prestations

4.1. Responsabilités sociales et environnementales

4.1.1. Clause sociale sur l'insertion des personnes éloignées de l'emploi

L'objectif de la présente clause est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, conformément aux politiques publiques en matière d'insertion professionnelle et de lutte contre l'exclusion.

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre des actions concrètes visant à favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi dans le cadre de l'exécution du marché. À titre d'exemple, le titulaire pourra s'engager à favoriser le recrutement de personnes éloignées de l'emploi, des jeunes sans qualification, en contrat d'apprentissage ou en alternance, ou le recrutement des demandeurs d'emploi de longue durée, des travailleurs handicapés, ou en concluant des accords de sous-traitance ou contrats avec des entreprises adaptées (EA) ou des établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

Ainsi, le soumissionnaire devra fournir, dans le cadre de son offre, un plan d'actions détaillant les mesures concrètes qu'il entend mettre en oeuvre pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi. Ce plan d'actions devra notamment inclure :

1. des engagements spécifiques en termes d'emploi de personnes éloignées de l'emploi, telles que définies ci-dessus, en précisant les postes concernés (ou prestations/fournitures concernées dans le cas de EA et ESAT) ;
2. dans le cas des personnes recrutées, l'accès à la formation pour ces personnes, en veillant à adapter les formations aux besoins spécifiques de chaque personne et aux exigences du marché.

Le titulaire devra également s'engager à fournir régulièrement des rapports d'activité relatifs à la mise en oeuvre de ce plan d'actions, permettant ainsi à l'acheteur de vérifier le respect des engagements pris en matière d'emploi des personnes en situation de handicap.

4.1.2. Clause environnementale

Afin de répondre aux préoccupations de l'ONaCVG en matière de protection de l'environnement, le candidat présente les dispositions prises en matière de protection de l'environnement dans son cadre de mémoire justificatif de l'offre (MJO).

Ces dispositions sont en rapport direct avec les prestations objet du marché et portent sur les moyens mis en oeuvre par le titulaire en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, réduction des polluants atmosphériques ; de l'allongement de la durée de vie et de la réparabilité des produits ; de la gestion des déchets spécifiques au présent marché : prévention, réduction, valorisation.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

4.2. Lieux d'exécution de prestations

La liste contenant les différents lieux d'exécution des prestations figure à l'annexe 1 du C.C.T.P.

4.3. Documentation

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la date de livraison, toute documentation nécessaire à une utilisation correcte du matériel livré (notices de mise en service et d'utilisation ou d'emploi), ainsi que les informations relatives à l'entretien et/ou à la maintenance, et à la durée de disponibilité des pièces détachées, et, s'il y a lieu, le certificat de garantie du matériel en langue française.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

4.4. Rapports / Rapports d'exploitation

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard, tous documents, rapports, livrables prévus à l'article 6 du C.C.T.P.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

4.5. Modifications du contrat

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, l'acheteur se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R. 2122-7, R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique et de l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S. pour :

- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché,
- pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché initial,
- ajouter et supprimer des sites,
- en cas de circonstances exceptionnelles.

Notamment, en cas de disparition d'une fourniture listée au BPU, le titulaire est dans l'obligation de proposer à l'ONaCVG un produit équivalent, tant en terme technique que de prix.

Dès qu'il en a connaissance, le titulaire avise par écrit l'ONaCVG de la prochaine disparition de l'article concerné et lui propose son remplacement par une fourniture équivalente en joignant la fiche produit ou ses caractéristiques techniques ainsi que son prix.

Dès son acceptation par l'ONaCVG, cette substitution sera constatée par la signature d'un avenant.

Article 5 : Constatations de l'exécution des prestations – Garanties – Maintenance

5.1. Constatations

5.1.1. Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le chef de l'entité concerné ou son représentant au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G.-F.C.S., l'acheteur se charge des vérifications sans en aviser le titulaire du marché.

5.1.2. Décisions après vérification

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.2. Transfert de propriété

Il sera fait application de l'article 31 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.3. Conditions d'exécution de la maintenance

Les conditions et modalités de la maintenance seront réalisées conformément à l'article 32 du C.C.A.G.-F.C.S. :

La maintenance des prestations et fournitures livrées comprend les interventions demandées par l'acheteur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du titulaire. L'acheteur est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le titulaire n'assume les frais de ces changements.

L'acheteur s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément au C.C.T.P.

Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans le C.C.T.P.

Le descriptif complet des prestations de maintenance préventive figure à l'article 5.3.1 du C.C.T.P.

Accès aux locaux de l'acheteur pour les opérations de maintenance :

Les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire appelée période d'intervention. Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention.

Les plages horaires d'intervention figurent à l'article 5.1 du C.C.T.P.

L'acheteur assure aux préposés du titulaire chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements.

Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'acheteur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par l'acheteur.

5.4. Garantie

La garantie débute à la date de notification de la décision d'admission de la fourniture.

Conformément à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S., la durée de garantie est de deux ans au minimum.

La garantie sera exécutée dans les conditions prévues à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 6 : Résiliation

6.1. Résiliation

Les stipulations des articles 38 à 44 du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables à l'accord-cadre.

6.2. Exécution aux frais et risques

L'acheteur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Dans le cas d'une exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 43.5 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du décompte de résiliation par l'acheteur sera faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Article 7 : Différends

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article 8 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 9 : Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.-F.C.S. auquel il est dérogé	Objet de la dérogation
1.2.2.1.	3.4.1.	Représentant du titulaire / changement de représentant
2.1.4.	10.2.4.	Variation des prix
3.2.1.1.	14.1.1.	Montant des pénalités de retard
3.2.1.2.	14.1.3.	Exonération des pénalités de retard
3.2.1.3.	14.1.1.	Condition d'application des pénalités de retard
5.1.1.	27.3.	Opérations de vérification
7.2.	45	Exécution aux frais et risques